



Communiqué de presse

Un opposant kazakh en liberté

Varsovie, le 30.07.2014

Le mardi 29 juillet la cour espagnole a autorisé le collaborateur de l'opposition kazakhe Alexandr Pavlov à quitter la prison sous caution. Pour Pavlov c'est un premier changement réel dans sa situation. À partir du 1^{er} juin 2013 il a été incarcéré dans un centre de détention de haute sécurité, d'où il observait les batailles juridiques pour son extradition et pour l'octroi de son asile en Espagne. À partir de maintenant il va comparaître devant le tribunal sans être détenu.

L'information qui nous a été transmise par l'avocate de Pavlov, Maria Costa, témoigne d'un tournant dans l'attitude des autorités administratives et juridiques dans sa procédure. Les juges qui ont signé la décision de libération sous caution ont déclaré que le risque de fuite de Pavlov est « minimal, voir nul ». Une semaine plus tôt, dans l'arrêt d'Audiencia Nacional, les juges ont ordonné la reprise de la procédure d'asile de Pavlov devant l'Office de l'Asile et des Réfugiés (OAR), et ont déclaré que les informations portant sur la « menace » qu'aurait constitué Pavlov pour l'ordre public étaient dès le début peu fiables. C'est justement cette opinion controversée, émise par le service de renseignement espagnol CNI, publiée dans un rapport contesté à plusieurs reprises, qui a servi au tribunal et puis au Conseil des Ministres d'accepter la demande d'extradition de Pavlov déposée par le Kazakhstan. La libération conditionnelle de Pavlov éveille l'espoir sur la modification de la perception de son affaire - jusqu'à présent les autorités espagnoles n'admettaient pas son caractère politique.

Pavlov va quitter la prison dès que le tribunal percevra la caution d'un montant de 30.000 euros. Il sera obligé de se rendre chaque semaine au commissariat le plus proche de son domicile. En plus il ne peut pas quitter l'Espagne - son passeport est confisqué pour la durée de son procès.

Lyudmyla Kozlovska, Présidente du conseil d'administration de la Fondation « Dialogue Ouvert » qui depuis plus d'un an demande la libération de Pavlov, a dit : « *Alexandr Pavlov a été arrêté en Espagne le 1^{er} juin 2013 à la demande du gouvernement kazakh. Il demande son extradition à la base d'accusations criminelles fabriquées de toutes pièces. En réalité, Pavlov est poursuivi à cause de ses relations étroites avec Moukhtar Ablyazov, qui est l'ennemi politique numéro 1 du président Noursultan Nazarbayev. Les autorités dépendant du dictateur cherchent à obtenir de la part de Pavlov, qui était son garde de corps, des dépositions accablant Ablyazov. Dans ce but, elles ne vont pas hésiter à utiliser les moyens de pression les plus sérieux, aussi bien légaux qu'illégaux, y compris la torture. Craignant pour sa vie après son extradition éventuelle vers le Kazakhstan, Pavlov a déposé une demande d'asile en Espagne* ».

Kozlovska a ajouté : « *La Fondation Dialogue Ouvert remercie les personnes et institutions qui ont particulièrement contribué à la libération d'Alexandr Pavlov : Isabel Santos - Présidente de la Commission générale de la démocratie, des droits de l'homme et des questions humanitaires de l'OSCE, les députés espagnols : Irene Lozano et José Ignacio Sánchez, les journalistes José María Irujo (El País) et Rafaeli Panadero (CadenaSER), la section espagnole d'Amnesty International, de nombreux députés européens et députés polonais, italiens et espagnols qui ont demandé la justice pour le citoyen kazakh victime d'accusation* ».

Même si la libération de Pavlov donne l'espoir sur la conclusion positive de sa procédure d'asile, son renvoi préalable à l'institution qui dépend du Ministère de l'Intérieur Espagnol soulève des inquiétudes quant à la possibilité de nouvelles pressions politiques. Le groupe de lobbyistes en faveur de l'extradition de Pavlov s'est



agrandi depuis la signature des contrats économiques entre l'Espagne et le Kazakhstan au cours de la visite du premier ministre Mariano Roja à Astana à la fin du mois de septembre et au début du mois de novembre 2013. Le 19 février 2014 le gouvernement espagnol a essayé d'effectuer en cachette une extradition illégale, pour éviter son blocage par la Cour européenne des droits de l'Homme.

###

Pour obtenir plus d'informations, veuillez vous adresser à :

Tomasz Czuwara, tomasz.czuwara@odfoundation.eu; tél. 534 670 800

FONDATION « DIALOGUE OUVERT »

La Fondation « Dialogue Ouvert » a été créée en 2009 en Pologne à l'initiative de Lyudmyla Kozlovska qui actuellement est la présidente du conseil d'administration de la Fondation. La Fondation a été créée sur la base des expériences partagées et des relations nouées au cours de la Révolution Orange ukrainienne en 2004 et au cours des années suivantes, dans le cadre d'une coopération avec les organisations des étudiants ukrainiens et des organisations civiles.

La Fondation a pour objectif statutaire de défendre les droits de l'Homme, la démocratie et la primauté du droit dans les anciens pays soviétiques. La Fondation réalise ses buts en organisant des missions d'observation, y compris des missions d'observation électorale et le suivi du respect des droits de l'Homme dans les pays de la Communauté des États indépendants (CEI) suite auxquelles on établit des rapports et des comptes-rendus présentés ensuite aux institutions de l'UE, de l'OSCE et aux autres organisations internationales, aux ministères des Affaires Étrangères et aux parlements des États membres de l'UE, aux centres d'analyse et aux médias.

En dehors de son activité d'observation et d'analyse, la Fondation mène de nombreuses actions en coopération avec les députés engagés dans les affaires étrangères, dans la défense des droits de l'Homme et dans les relations avec les pays de la CEI pour soutenir les processus démocratiques en cours et encourager la libération de la politique intérieure des pays post-soviétiques. Les autres domaines importants de l'activité de la Fondation sont des programmes d'aide aux détenus et aux réfugiés politiques.

L'attention de la Fondation s'est portée surtout sur les plus grands pays de la Communauté des États indépendants : la Fédération de Russie, l'Ukraine et le Kazakhstan.

Le siège social de la Fondation se trouve à Varsovie. La Fondation dispose de représentations permanentes à Kiev et Bruxelles, et a des représentants à Paris, Prague et Rome.